

Nouvelles locales du jeudi 29 décembre 2011

@rib News, 29/12/2011

Justice- Comparution devant le Tribunal de Grande Instance de Cankuzo du journaliste Hassan Ruvakuki et 22 codétenus ce jeudi 29 décembre 2011. Après la vérification d'identité des accusés, les 5 avocats de la défense ont soulevé des questions procédurales. En effet, ils ont demandé que trois des juges soient accusés du fait qu'ils ont participé à une procédure d'audience où Ruvakuki demandait sa mise en liberté provisoire. [Synergie des médias]- Le tribunal a mis cette question en délibéré et a décidé que ces magistrats soient accusés et ont été remplacés sur le champ. Mais aussi d'autres questions ont été posées par les mêmes avocats de la défense sur le fait que les accusés sont détenus dans les cachots de la police alors que leurs dossiers se trouvent au niveau du tribunal. Ceci ne facilite les visites de leurs avocats. Ils ont en outre soulevé l'inquiétude fondée sur le fait que les dossiers leur aient été communiqués ce matin et qu'ils n'ont pas eu le temps de les lire. L'affaire a été reportée à une date ultérieure. [Synergie des médias]- Sur la question de l'emprisonnement de Ruvakuki, Marie Jos Niyonzima ancien journaliste de BBC affirme que Ruvakuki n'a commis aucune faute puisqu'il était en train de faire son travail. Il devrait plutôt être remercié puisqu'il était en train de faire un travail que les autres n'osent pas faire mais dont le résultat peut être bénéfique pour le pays. Elle demande au gouvernement de ne plus parler de terrorisme. [Synergie des médias]

Politique- Le porte-parole de l'ADC-Ikibiri affirme qu'il n'y a pas de mots ou d'expressions qu'ils n'aient pas encore utilisés. Le gouvernement n'y a pas d'autres voies que le dialogue pour arriver à une paix durable. Depuis longtemps, les Burundais ont toujours négocié et les choses ont marché très bien avec le dialogue. Il ne comprend pas qu'on puisse faire appel à des experts en politique, étrangers ou nationaux, pour que le gouvernement comprenne ce qu'il faut faire. Il temporise le gouvernement en affirmant qu'ils n'ont pas besoin des postes politiques mais plutôt de dialogue afin de radiquer tout ce qui est d'injustice dont est souvent victime la population dans le pays. [Synergie des médias]- Juvénal Nkundakumana, président du parti au pouvoir Cnodd-fdd, affirme que si certains partis politiques ne comprennent pas le rôle du cadre de dialogue des partis politiques, un autre cadre peut être demandé et obtenu pour essayer d'écouter tous les partenaires de la vie politique. Mais, il fait savoir que les politiciens de l'opposition ne veulent pas entrer dans ce dialogue puisqu'ils refusent de répondre aux invitations du forum permanent de dialogue des partis politiques ou aux invitations du deuxième vice-président de la République. Le président du parti au pouvoir pense qu'ils ont un problème particulier qui leur est propre et la solution selon lui est d'aller demander une audience auprès du président de la République. [Synergie des médias]- Pacifique Nininahazwe, président du Forum pour le renforcement de la société civile demande quant à lui aux politiciens de dialoguer et de ne pas se sous-estimer réciproquement. Il faut que ceux qui ne sont pas dans les institutions reconnaissent qu'il y a un pouvoir qui a été élu même s'ils ont boycotté les élections, les chargés de l'administration doivent savoir qu'il y a d'autres politiciens qui peuvent avoir quoi dire dans la politique du pays et doivent être écoutés. [Synergie des médias]- Selon l'ancien président de la République Sylvestre Ntibunganya, tout le monde parle de dialogue entre les partenaires politiques au Burundi. Ceci est très important parce que c'est le seul moyen qui puisse sauver le Burundi. Le Président de la République doit donner une orientation claire à ce dialogue pour qu'on ne retourne pas à l'ancien régime. [Synergie des médias]- Quant à l'Observatoire de la Presse au Burundi (OPB), il demande que tout le possible soit fait pour qu'il n'y ait plus d'injustice dans le pays. Au cours de ces longtemps que l'injustice ne sera pas éradiquée et que certains des politiciens se sentent menacés, il n'y aura pas de retour puisqu'il aura des mécontents. Le gouvernement doit inciter les politiciens en exil à rentrer et il doit leur donner la sécurité qu'ils la veulent. Les prisonniers politiques doivent être relâchés puisqu'ils ne font rien dans la prison. Selon le président de l'OPB, tous les Burundais doivent se prononcer contre la guerre pour que le gouvernement sache ce qu'il faut faire. [Synergie des médias]

Droits de l'homme- La Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme a été créée par l'arrestation des personnes surtout dans les provinces du Nord-est du pays comme Cankuzo, Muyinga, Ngozi et Karuzi. Le président de ladite commission affirme que cette situation préoccupe plus d'un et surtout les appellations de terrorismes et il demande que le gouvernement gère cette affaire avec une grande prudence. [Synergie des médias]

Ces informations sont issues de la Synergie des radios Rpa, Isanganiro, Bonesha, Renaissance et Ccib.

Économie- La ministre du Commerce, de l'Industrie, des Transports et des Télécommunications fait savoir qu'au cours de l'année écoulée, il y a eu mise en place des mesures pour faciliter les investissements. Un barrage électrique va être construit sur la rivière Nyamyotsi en commune Ndava, province Mwaro. Une maison d'exposition des produits culturels du Burundi a été construite au Musée vivant de Bujumbura. Sur la question brûlante du sucre, elle a fait savoir que dans l'histoire de la Sosumo, 2011 est l'une des deux années de meilleure production que cette entreprise a connues. Elle a aussi dit ne pas comprendre comment le sucre manque toujours alors que la quantité est suffisante et qu'on ne donne pas de sucre qui est vendu à l'étranger. Elle fait savoir que des mesures vont être prises pour résoudre cette question. [Rtnb]